



# FAIRE AFFAIRE

avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Hiver 2007

## APERÇU DU NOUVEAU CHÈQUE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Page 8



Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Public Works and  
Government Services  
Canada

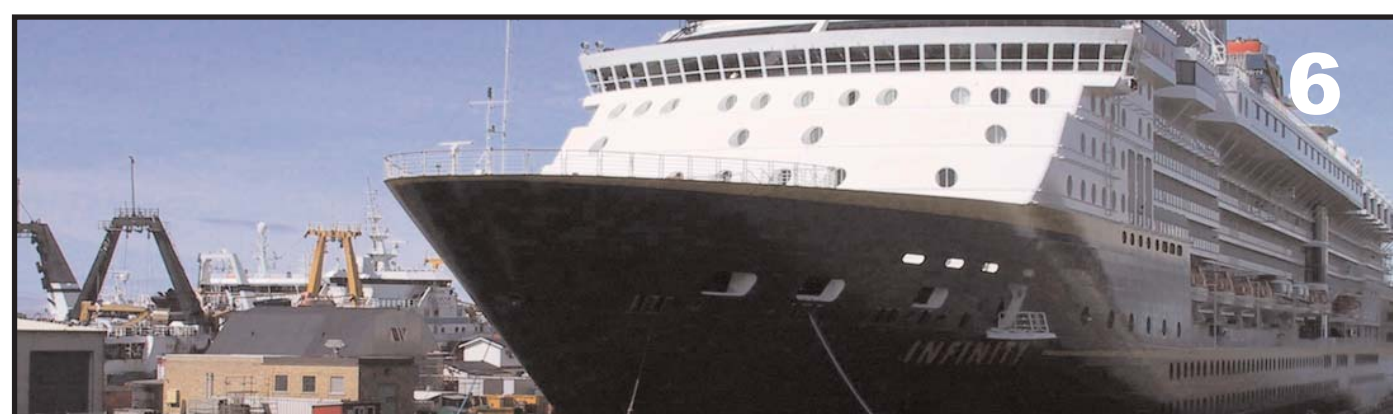
Canada

# FAIRE AFFAIRE

CHANGEMENTS TOUCHANT LES CHÈQUES  
PAGE 8



TPSGC



TPSGC



TPSGC

## Une activité hautement prioritaire

La cale sèche d'Esquimalt est plus large que le canal de Panama et plus longue que trois terrains de football, mais malgré tout, son empreinte écologique est remarquablement petite.

## Du platine pour le Centre des opérations

Le Centre des opérations de la réserve de parc national des îles-Gulf à Sidney, en Colombie-Britannique, vient de recevoir la toute première certification Platine de la norme LEED à être attribuée au Canada.

## La Marine canadienne fait l'acquisition de SIRIUS

TPSGC attribuera des contrats pour l'acquisition de capteurs spéciaux pour les frégates de la classe Halifax de la Marine canadienne et les navires de classe LCF de la Marine royale néerlandaise. .... 3

## Vers les services partagés de TI

Steven Poole de TPSGC, prononçait une allocution à l'ouverture de la 14<sup>e</sup> Exposition annuelle sur la technologie dans l'administration gouvernementale, qui mettait en vedette le concept des services partagés. .... 10

## Quelle est l'importance des mots?

Une base de données gérée par des tiers et créée en partenariat avec le Bureau de la traduction de TPSGC servira de premier point d'accès à ceux et celles qui sont à la recherche de mots justes. .... 5

## Révision des normes touchant les aliments biologiques

Un règlement fédéral a été adopté récemment pour que les produits alimentaires biologiques vendus entre les provinces et internationalement soient conformes à de nouvelles normes nationales..... 11

**Faire affaire**, le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), appuie le rôle de fournisseur de services communs du Ministère en informant les ministères et les organismes du gouvernement du Canada, la population canadienne et toutes les autres parties intéressées sur les services, les activités, les initiatives et les projets intéressants et novateurs de TPSGC. Rédigé, conçu et publié une fois par trimestre par le Secteur des communications, il est aussi accessible en direct à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/fa>.

Si vous souhaitez recevoir **Faire affaire** régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie ou présentez une demande d'abonnement par Internet en consultant la page Web suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/fa/text/subscribe-f.html>.

**Faire affaire** vous invite à exprimer vos commentaires et vos suggestions d'articles, à l'adresse suivante :

Joe Boulé; rédacteur, **Faire affaire**, Secteur des communications, TPSGC, Portage III, 16A1, 11, rue Laurier, Gatineau (Québec), K1A 0S5. Télécopieur : 819-956-0573. Courriel : [questions@tpsgc.gc.ca](mailto:questions@tpsgc.gc.ca)

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (2006) ISSN 1201-7450



# La Marine canadienne fait l'acquisition de SIRIUS

*La Marine canadienne fait l'acquisition du Système infrarouge de détection et de poursuite à longue portée SIRIUS*

**D**ans le cadre de la convention tripartite avec le ministère de la Défense nationale (MDN) et la Corporation commerciale canadienne (CCC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) attribuera des contrats pour l'acquisition de capteurs spéciaux pour les frégates de la classe Halifax de la Marine canadienne et les navires de classe LCF de la Marine royale néerlandaise.

Le contrat de 148,5 millions de dollars a été attribué par le MDN et la Marine royale néerlandaise à DRS Technologies, de Kanata, en Ontario, visant la fourniture du Système infrarouge de détection et de poursuite à longue portée SIRIUS, que l'on installera à bord des frégates canadiennes et néerlandaises. La part du Canada du contrat est de 111,5 millions de dollars.

SIRIUS est un capteur infrarouge à balayage passif à la fine pointe de la technologie. L'infrarouge est un rayonnement invisible dont la longueur d'onde est légèrement supérieure à celle de la lumière rouge et qui est émis notamment par des objets chauffés. Éprouvé dans des essais exhaustifs en eaux froides et chaudes, SIRIUS sera utilisé pour toute une gamme de missions navales, y compris la recherche et le sauvetage, les opérations aériennes, la navigation et la patrouille. De plus, SIRIUS offre, tant dans des conditions

nocturnes que dans des conditions diurnes, un affichage panoramique à haute résolution, qui améliore constamment la connaissance de la situation en présence de multiples menaces. Il peut ainsi détecter et poursuivre automatiquement de petites cibles de surface, des avions volant à basse altitude et des missiles antinavires, qui risquent de ne pas être détectés au radar.

En tant que capteur passif, non émetteur, SIRIUS sera particulièrement utile pour la surveillance subreptice. Modernes et bien équipées, les frégates de la classe Halifax sont conçues pour évoluer en autonomie ou comme éléments d'une force plus grande.

« Nos forces navales sont déployées un peu partout dans le monde, allant de l'Arctique au golfe Persique », déclare le vice-amiral Drew Robertson, chef d'état major des Forces maritimes. « Nos équipages ont besoin de capteurs et d'armes de pointe pour faire face à un environnement de sécurité de plus en plus complexe depuis le 11 septembre 2001. Le système de recherche et de poursuite infrarouge à longue portée SIRIUS garantit que nos navires de la classe Halifax demeureront des plates-formes formidables pendant encore de nombreuses années. »

Le système SIRIUS a été créé conjointement par le Canada et les Pays-Bas en vertu d'un protocole d'entente bilatéral. Le contrat résulte de la collaboration réussie entre les deux pays. En vertu de ce dernier, le Canada acquerra 13 systèmes pour équiper les 12 frégates de la classe Halifax, ainsi qu'un simulateur de combat terrestre, et les Pays-Bas obtiendront quatre systèmes que l'on installera à bord des frégates de la classe LCF. La société DRS Technologies sera l'entrepreneur principal, son partenaire industriel, Thales Nederland, étant le principal sous-traitant. On s'attend à ce que la livraison des systèmes commence au début de 2008 et s'échelonne jusqu'en août 2011.

Le contrat a été adjugé par l'entremise de la CCC, qui a pour mandat de se charger d'acquisitions pour le compte d'un pays étranger. **FA**



Défense nationale

**Les frégates de la classe Halifax de la Marine, comme le NCSM Ottawa sur cette photo, seront dotées du Système infrarouge de détection et de poursuite à longue portée SIRIUS.**

*La réimpression de cet article est une courtoisie du réseau D-Nouvelles du MDN.*

# TPSGC **peut** aider

Votre ministère ou organisme reçoit-il des demandes...

## Venant de petites entreprises qui veulent savoir comment faire affaire avec le gouvernement fédéral?

Le Bureau des petites et moyennes entreprises aide les petites entreprises à explorer le système d'approvisionnement et les travaux du gouvernement en vue de leur assurer un traitement équitable.

[www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/sme](http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/sme)  
1-800 811-1148

## Sur la façon dont le gouvernement se procure ses produits et services?

Le portail en ligne Accès entreprises Canada donne des renseignements de base sur la façon dont le gouvernement achète ses produits et services, sur les personnes-ressources ainsi que sur la façon dont les entreprises peuvent trouver des possibilités d'affaires.

[www.contractscanada.gc.ca](http://www.contractscanada.gc.ca)  
1-800 811-1148

## Sur la publication des marchés du gouvernement?

MERX est un outil de recherche facile et efficace contenant les offres du gouvernement et permettant aux entreprises d'explorer une large gamme de marchés et de présenter des soumissions.  
[www.merx.com](http://www.merx.com)



# Quelle est l'importance des mots? Supérieure à ce qu'on pourrait croire

*Le Bureau de la traduction appuie un nouveau répertoire en direct pour les terminologues*



**V**ous êtes à la recherche d'un expert pour vous aider à établir la terminologie dans un domaine faisant appel à des termes distincts ou techniques? Une base de données gérée par des tiers et créée en partenariat avec le Bureau de la traduction de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) servira de premier point d'accès à ceux et celles qui sont à la recherche de mots justes.

Les terminologues de l'ensemble du pays peuvent s'inscrire au Répertoire des terminologues en exercice au Canada. Ce répertoire, qui a été créé par le Comité mixte sur la terminologie au Canada (CMTC), lequel est constitué de représentants du milieu universitaire, du secteur privé et du Bureau de la traduction, a pour objet de faire la promotion de cette profession au Canada.

Le Répertoire est accessible en direct à partir du site du Centre de recherche en technologies langagières (CRTL), qui a été fondé l'an dernier en collaboration avec l'Université du Québec en Outaouais, le Conseil national de recherches et TPSGC.

À titre de président du CMTC, Gabriel Huard, qui est également directeur de la Normalisation terminologique du Bureau de la traduction, a parlé du rôle du Comité dans le développement d'une discipline florissante qui continue de se transformer.

« Entre autres, nous avons réalisé une étude en deux volets sur la valeur économique de la terminologie, qui est

une fonction en grande partie ignorée et incomprise, explique M. Huard.

Les terminologues, qu'on ne doit pas confondre avec les traducteurs, se spécialisent dans l'établissement des mots et des termes propres à un domaine de travail ou à un concept particulier. Par exemple, lorsque le mot anglais *software* est devenu d'usage courant dans le milieu de travail, il n'existait pas d'équivalent en français, de sorte qu'il fallut en créer un – d'où le mot *logiciel*.

Les terminologues rédigent également des définitions pour ces nouveaux termes, qu'ils font correspondre aux mots équivalents dans une autre langue. Cela permet de réduire au minimum les sources de confusion au moment de la traduction et d'établir des normes qui serviront ultérieurement.

Le Répertoire remplira deux fonctions : il permettra de sensibiliser davantage les gens à la profession de terminologue tout en créant un réseau pour les spécialistes du domaine, mais également, il fera en sorte que nous pourrions recueillir d'importantes statistiques sur le volume de travail et la concentration géographique des activités de terminologie.

« Notre objectif consiste à faire connaître la terminologie, confie M. Huard. Nous voulons savoir dans quelle voie se dirige cette discipline, comment elle se développera, quels sont les outils qui seront utilisés dans l'avenir et quels seront les besoins des professionnels de demain en matière de formation. »

L'intérêt direct du Bureau de la traduction et son soutien continu au mandat du CRTL feront en sorte que le Canada continuera de se situer au premier rang d'une industrie langagière en pleine effervescence. **FA**

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, rendez-vous à l'adresse suivante : [www.cmtc-termino.org](http://www.cmtc-termino.org)

Pour plus de renseignements sur l'utilisation de la terminologie au gouvernement du Canada, consultez le site [www.termium.gc.ca](http://www.termium.gc.ca)

## **Le Sommet mondial de la terminologie aura lieu au Canada**

Au nom du Canada, le Bureau de la traduction de TPSGC sera l'hôte du 4<sup>e</sup> Sommet de la terminologie en octobre 2008. L'événement réunira plus de 200 spécialistes de la terminologie et de la linguistique du monde entier.

Le Sommet consolidera davantage la réputation du Bureau et il mettra en évidence le rôle de chef de file du Canada dans ces domaines, tout en attirant de nouveaux intervenants internationaux.

Le Bureau de la traduction continuera de travailler en collaboration avec l'Association européenne de terminologie et d'autres partenaires pour préparer cet événement, qui aura lieu à Gatineau (Québec).

# Une activité hautement prioritaire

*Faire fonctionner la plus importante cale sèche de la côte Ouest sans pour autant négliger le respect de l'environnement*

**S**ituée au cœur du port d'Esquimalt sur la pointe sud de l'île de Vancouver (Colombie-Britannique), la cale sèche d'Esquimalt est plus large que le canal de Panama et plus longue que trois terrains de football, mais malgré tout, son empreinte écologique est remarquablement petite.

La cale sèche d'Esquimalt, qui est exploitée à des fins commerciales, permet d'effectuer des travaux de réparation et d'entretien sur des navires battant pavillon national ou international tout en appliquant des solutions novatrices aux défis environnementaux qui découlent de ce type d'activité.

Tout ce qui touche les saines pratiques environnementales relève du spécialiste de l'environnement, Daryl Lawes, et de l'équipe de spécialistes en environnement des Services environnementaux de la cale sèche. TPSGC a retenu les services de M. Lawes il y a près de 10 ans pour que celui-ci mette en œuvre le Système de gestion de l'environnement de la cale sèche.

« Les chantiers navals, explique M. Lawes, sont traditionnellement des milieux de travail polluants. »

Voici ce que les responsables de la cale sèche d'Esquimalt font pour réfuter cette notion :

## **Air pur et économies d'énergie**

Pour un endroit où on effectue quotidiennement du sablage au jet de sable au moyen d'appareils puissants et des travaux de peinture au pistolet industriel les travailleurs doivent porter des respirateurs lorsqu'ils utilisent le jet de sable sous les grandes bâches qui entourent les navires. Au-dessus de la cale, des becs pulvérisateurs à débit réduit forment un « rideau d'eau » qui sert à capter les particules de sable que les bâches ne retiendraient pas. Toute la zone est contrôlée au moyen d'un système de surveillance de la qualité de l'air qui fournit des données instantanées sur la quantité de poussière à un moment donné. Lorsque les niveaux sont trop élevés, l'alarme sonne.

L'air comprimé nécessaire pour le sablage au jet de sable provient d'un dispositif éconergétique. Le plus récent des quatre compresseurs est tellement économique en énergie et en eau que le fournisseur d'électricité local, BC Hydro, a versé 35 000 \$ pour payer une partie des coûts d'acquisition et d'installation de ce compresseur dans le cadre de son programme d'économie d'énergie Power Smart. En outre, la chaleur générée par le fonctionnement des compresseurs sert au chauffage des ateliers avoisinants, ce qui permet de réaliser d'autres économies d'énergie.



TPSGC



TPSGC

### Protection des étendues d'eau locales

Grâce au réseau d'eau résiduaire du radier, on a pu éviter que des millions de litres d'eau contenant de la peinture ne se retrouvent dans le port avoisinant. Afin d'empêcher que des animaux ne pénètrent dans la cale et y restent coincés, on a installé un système à bulles d'air à l'entrée, laquelle se trouve sous l'eau, pour éloigner les animaux marins des activités industrielles.

Bien qu'aucun déversement de pétrole important ne se soit produit à la cale sèche depuis de nombreuses années, un plan d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures a été mis sur pied. « Il s'agit d'un plan rapide, mobile et durable. Nous pouvons, par exemple, déployer 1 200 pieds de barrage flottant dans les 20 minutes suivant un accident et contenir le déversement », fait remarquer M. Lawes.

### Vivre en harmonie avec les résidants et l'habitat naturel

Dans les environs de la cale, la faune et la flore continuent de s'épanouir. Tout près, il y a même un rare écosystème de chênes de Garry qui est précieux aux yeux de la collectivité. Ces arbres jouent le rôle d'amortisseur acoustique entre la cale sèche et les résidences privées qui se trouvent à proximité.

« Nous avons travaillé au développement d'une relation de coopération avec les résidants, explique M. Lawes. Ainsi, nous avons élaboré des normes antibruit pour notre installation, nous mesurons le niveau de bruit à l'aide d'un décibelmètre et nous essayons de le réduire le soir et les fins de semaine. De plus, nous avons donné notre numéro de téléphone à nos voisins et nous les invitons à nous téléphoner lorsque survient un problème à ce sujet. »

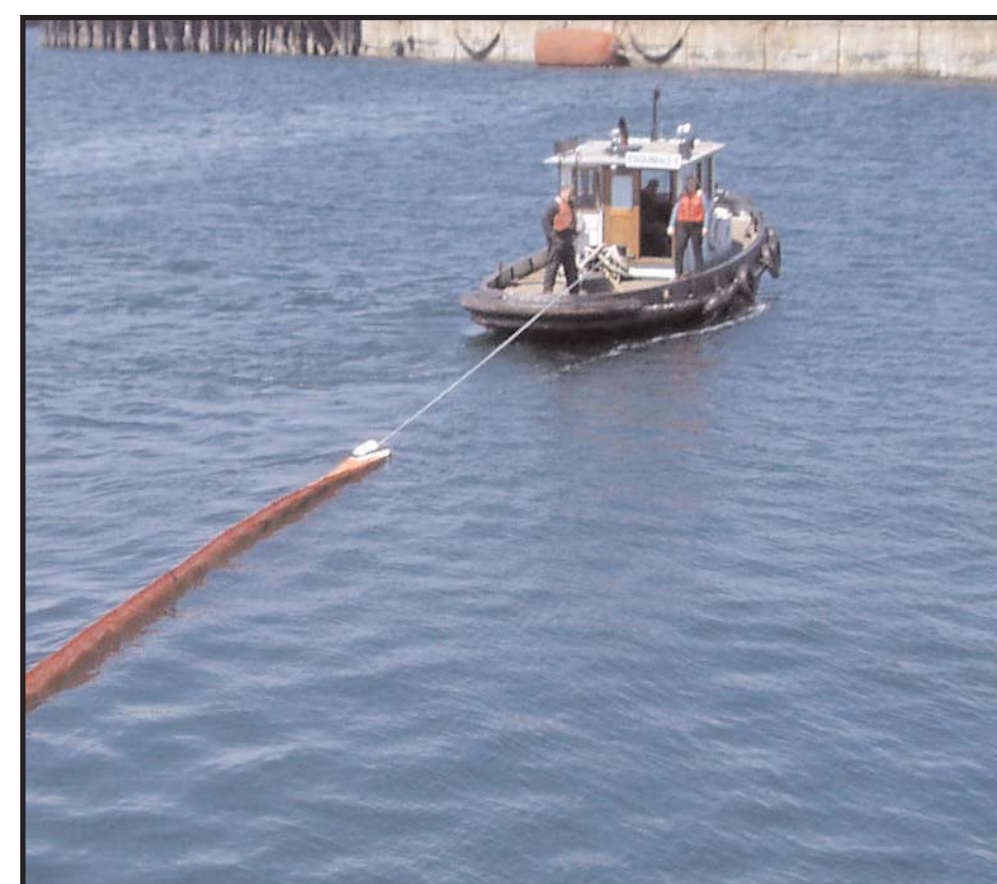
### Chef de file national

Toutes ces mesures font en sorte que la cale sèche d'Esquimalt se place en tête de file des installations durables de ce genre au Canada. En effet, ce fut une des premières installations pour la réparation de navire au monde à obtenir l'homologation spéciale ISO 14001, qui établit la norme internationale des systèmes de gestion de l'environnement. En effet, notre politique environnementale place la gestion de l'environnement comme élément essentiel de l'atteinte de nos objectifs opérationnels.

### Respecter l'environnement, c'est bon pour les affaires

La cale sèche n'a jamais été aussi occupée, et on s'attend à ce que la demande progresse davantage au cours des prochaines années. « Nos clients, comme les entreprises de croisières touristiques, aiment savoir que l'entretien de leurs navires se fait dans une installation où on gère les risques environnementaux, affirme M. Lawes. Et nous échangeons de l'information avec toutes les autres cales qui se montrent intéressées ainsi qu'avec des intervenants de l'industrie. »

FA



TPSGC



TPSGC



TPSGC



TPSGC

## TPSGC peut aider

Besoin d'aide pour l'écologisation de vos opérations?

Le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales peut vous aider à mieux comprendre les achats écologiques et à satisfaire aux exigences environnementales réglementaires. Le Bureau de l'écologisation des opérations peut également offrir des services et des conseils touchant une vaste gamme d'activités environnementales, comme la prévention de la pollution et la gestion des déchets.

[www.tpsgc.gc.ca/greening/text/index-f.html](http://www.tpsgc.gc.ca/greening/text/index-f.html)

# Changements touchant les chèques

*TPSGC lance un nouveau chèque du receveur général*

**E**n février 2007, conformément aux nouvelles normes bancaires de l'industrie, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) lancera un nouveau chèque du receveur général.

Les chèques du receveur général sont utilisés pour divers paiements du gouvernement, y compris les remboursements de l'impôt sur le revenu, les prestations d'assurance emploi et de retraite, les chèques de paye de la fonction publique et les achats du gouvernement. Parmi les 245 millions de paiements du gouvernement du Canada qui ont été effectués l'an dernier, 75 millions de paiements ont été faits au moyen de la formule de chèque du receveur général.

En 2008, les banques canadiennes commenceront à utiliser un processus d'imagerie numérique pour compenser les chèques entre les institutions financières. En réponse à ce changement, TPSGC a créé le Projet de rationalisation des modalités de règlement du receveur général (PRMRRG) pour tirer parti au maximum de l'imagerie des chèques. Le PRMRRG apportera plusieurs changements aux processus et aux systèmes du receveur général, dont la première étape sera la modification des chèques.

« Actuellement, lorsque vous encaissez un chèque du receveur général, la banque vous avance l'argent, puis elle renvoie le chèque en papier au tireur

pour obtenir un remboursement, indique Sonja Crosby, gestionnaire du PRMRRG. Grâce à l'imagerie numérique, la banque prendra une photo du chèque, puis transmettra l'image au tireur plutôt que le chèque en papier. »

L'imagerie numérique élimine le facteur de la distance physique, ce qui rend le processus de compensation et d'entreposage des chèques plus rapide, plus fiable et moins coûteux. Le logiciel haut de gamme qui est utilisé pour ce processus comprend des options de sécurité accrues, permettant l'identification rapide des chèques falsifiés et contrefaits.

Pour répondre aux exigences du processus d'imagerie numérique, le nouveau chèque comprend un format de date numérique (année, mois et jour) et la position des éléments clés du chèque (comme la date, le nom du bénéficiaire et le montant) a été normalisée. La taille du chèque a aussi été élargie pour permettre ces changements.

En apportant les modifications nécessaires au chèque, TPSGC en a profité pour améliorer d'autres éléments de sécurité et de prévention des fraudes.

Le deuxième montant du paiement numérique situé au centre du chèque a été supprimé. Le montant est désormais écrit au long – en anglais et en français – pour rendre sa falsification plus difficile.

En outre, l'adresse du bénéficiaire ne figurera plus sur la face du chèque; elle sera plutôt inscrite sur un encart blanc qui paraîtra dans la fenêtre de l'enveloppe. En masquant le chèque dans la fenêtre, il sera plus difficile de déterminer si l'enveloppe contient un chèque.

M<sup>me</sup> Crosby explique que, même si la fraude n'est pas un problème important en ce qui a trait aux chèques du receveur général, de nombreuses personnes sont préoccupées par la sécurité des chèques. « Nous devons veiller à ce que nos chèques soient difficiles à modifier ou à copier en les mettant à jour fréquemment au moyen des nouvelles mesures de sécurité. Les gens doivent avoir la certitude que les chèques du receveur général sont de bons chèques. »

TPSGC a veillé à ce que la création du nouveau chèque et le passage à celui-ci soit économique et efficace. « Pour réduire au minimum la destruction des anciens chèques et de leurs enveloppes, nous commandons seulement le nombre de chèques que nous prévoyons imprimer avant de lancer le nouveau format », déclare Mme Crosby.

« Même si les organisations sont contraintes de se conformer aux nouvelles normes de l'industrie, les nouvelles technologies numériques accroîtront l'efficacité des processus de paiement du receveur général. » **FA**

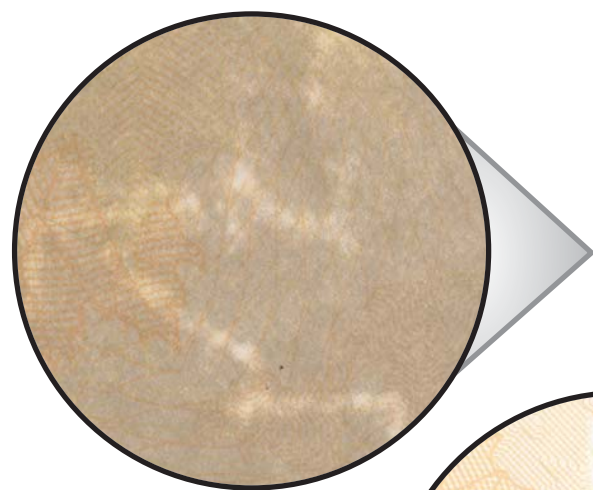


# Regardons de plus près

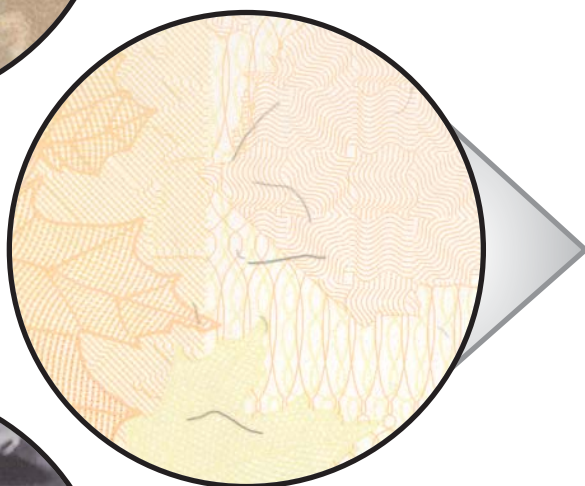
## Mesures de sécurité et de prévention des fraudes

Remarque : Certaines caractéristiques ont été agrandies.

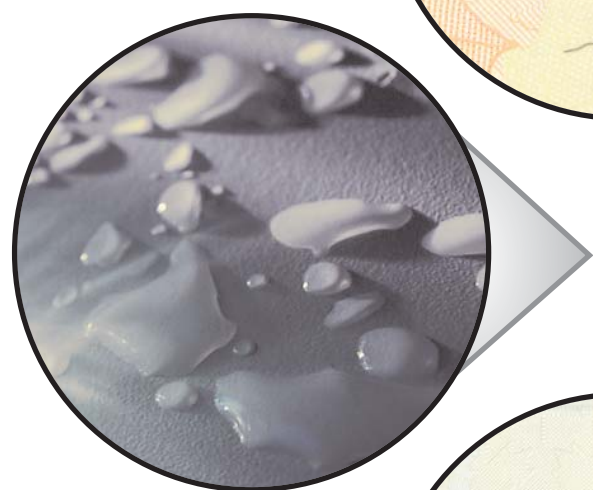
### La formule de chèque du receveur général comprend des éléments de sécurité précis qui rendent sa contrefaçon difficile :



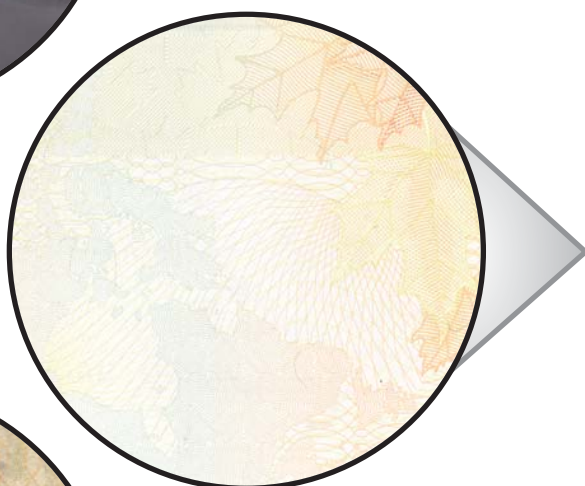
Les chèques comprennent un filigrane d'une triple feuille d'érable, qui ne peut pas être reproduit au moyen d'un photocopieur couleur, d'un scanner ni d'une imprimante, et qu'on peut seulement voir en clair par transparence.



Le papier comprend des fibres de sécurité dont certaines sont visibles sous un éclairage normal, tandis que d'autres deviennent fluorescentes sous la lumière ultraviolette et ne peuvent pas être reproduites.

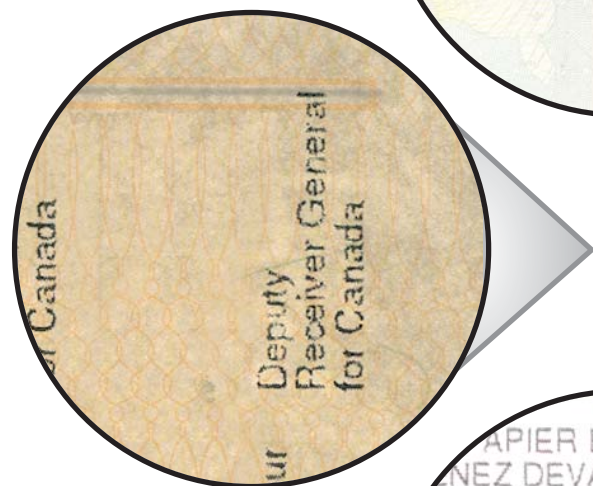


Le papier est chimiquement sensibilisé et sa couleur changera si quelqu'un essaie d'effacer de l'information au moyen de produits chimiques.



### D'autres éléments de sécurité ont été intégrés à la conception du chèque :

Le fond de protection sur la face du chèque consiste en un mélange graduel de couleurs, qui rend sa reproduction très difficile.



Une ligne verticale grise à l'endos du chèque est positionnée pour paraître dans une boîte verticale vide sur la face du chèque, visible en clair par transparence.



Une feuille d'érable est désormais imprimée à l'endos du chèque pour informer les autorités responsables de l'encaissement des chèques du filigrane dans le papier et de la manière de visualiser cet élément de sécurité.

### Dépôt direct : rapide, fiable et écologique

Le dépôt direct remplace progressivement le chèque comme méthode de paiement. Parmi les 245 millions de paiements versés par le gouvernement du Canada l'an dernier, 170 millions de paiements ont été effectués par dépôt direct, ce qui représente une économie moyenne de 60 cents par paiement.

Les paiements effectués par dépôt direct vont directement dans le compte du bénéficiaire, ce qui permet d'éliminer les frais postaux et d'épargner du temps à tout le monde.

Le dépôt direct est plus sécuritaire, plus fiable et plus commode que les chèques et il élimine l'utilisation du papier. L'an dernier, TPSGC a sauvé plus de 46 000 arbres grâce au dépôt direct.

# Vers les services partagés de TI

« Comment mange-t-on un éléphant? », demande Steven Poole de TPSGC à une salle remplie de professionnels de la TI des secteurs public et privé. Le président-directeur général de la Direction générale des services d'infotechnologie prononçait une allocution à l'ouverture de la 14<sup>e</sup> Exposition annuelle sur la technologie dans l'administration gouvernementale (GTEC), où les délégués se mettent au fait des dernières tendances et des nouveaux services et produits offerts aux professionnels de la TI du secteur public. Étant donné le thème de cette année, « Vers un environnement de services partagés » mis au premier plan – et le mandat de TPSGC d'offrir des services communs et des services partagés de TI – l'allégorie de M. Poole est évidente.

« Songez aux immeubles dans lesquels il y a plusieurs ministères disposant chacun d'un réseau et d'un câblage dédié ainsi que d'un réseau local, d'images de poste de travail et de normes qui leur sont propres », explique M. Poole. « Dans certains ministères, on applique même plusieurs normes différentes. Plusieurs ministères ont plus d'une centaine de centres de données avec leurs propres consoles et services de soutien technique. Songez à tous les ministères qui ont des licences matérielles et logicielles en trop. »

La technologie et la gestion de l'information occupent une place considérable au gouvernement du Canada. Puisque, selon les estimations, on dépense chaque année de 2,5 à 3 milliards de dollars pour l'infrastructure et qu'on emploie entre 8 000 et 10 000 experts en TI, le passage à un regroupement des services communs par TPSGC est une étape logique.

Dans son allocution, M. Poole a fait observer que, dans beaucoup de ministères, de 15 à 20 % des coûts d'exploitation sont imputables à la TI.

« Nous pouvons gagner en efficacité grâce à des économies d'échelle. Tout cela est fondé sur les partenariats et l'op-



Steven Poole à la GTEC 2006.

timisation – je me dois d'insister sur l'importance des partenariats pour la croissance de l'offrir des services communs et des services partagés de TI (OSPTI) en vue de la mise en œuvre de notre proposition de valeur. »

Le ministre de TPSGC Michael M Fortier a lancé GTEC 2006 plus tôt dans la journée par une allocution expliquant que les services partagés de TI produiront d'importantes économies qui pourront être réinvesties dans l'infrastructure vieillissante ou être réaffectées à d'autres priorités gouvernementales.

« Essentiellement, nous nous sommes engagés à moderniser le gouvernement – à agir en tant qu'organisation unique, qui utilise des méthodes communes et des services internes partagés, dans la mesure du possible, plutôt que de fonctionner comme 116 ministères et organismes distincts », de dire le ministre Fortier.

Selon moi, notre programme de services de TI partagés jouera un rôle essentiel dans l'atteinte de cet objectif. »

Même s'il faudra des années pour établir le cadre complet, TPSGC est sur la bonne voie de respecter cette promesse, à preuve les progrès réalisés, comme la Voie de communication protégée qui permet aux ministères, aux organismes, aux entreprises et aux citoyens d'avoir un accès à haute vitesse sûr à une foule de services gouvernementaux en direct.

En octobre 2005, la Direction générale

des services d'infotechnologie du Ministère a commencé à mettre à exécution le plan par la création de l'OSPTI et la mise sur pied d'une équipe composée de personnes possédant une expérience du secteur public comme du secteur privé pour diriger ce plan d'action ambitieux des services partagés.

Depuis lors, l'École de la fonction publique du Canada a transféré à TPSGC toutes les responsabilités relatives à l'infrastructure de TI. D'autres ministères, comme Anciens combattants Canada, Santé Canada, Parcs Canada et le Bureau du Conseil privé, sont en voie de faire la transition et auront conclu des accords semblables avec TPSGC.

M. Poole a élaboré sur la feuille de route de l'OSPTI, en précisant qu'elle permettra de regrouper et de normaliser les activités de soutien portant sur les appareils des employés (ordinateur de bureau, ordinateur portable, Blackberry, téléavertisseur, téléphone cellulaire). Elle consolidera aussi les réseaux qui relient les services et établira un service partagé pour les centres de données, les serveurs et le matériel de stockage à l'appui de ces appareils, ainsi que les applications dont les utilisateurs ont besoin.

« Lorsqu'ils arrivent au bureau le matin, les gestionnaires ne se préoccupent pas de l'équipe qui gère l'alimentation électrique! Alors pourquoi devraient-ils se préoccuper de la composition et de la gestion des équipes chargées de gérer les postes de travail et les centres de données? Les ministères devraient pouvoir concentrer leurs efforts sur leur mission première sans accorder une seule pensée à leur infrastructure de TI. »

Alors, comment faire pour manger tout un éléphant? Steven Poole termine son allocution par une réponse simple : « Une bouchée à la fois! »

FA

# Révision des normes portant sur les aliments biologiques

**L**e secteur des aliments biologiques prend de l'ampleur. Il ne vise plus seulement les magasins de produits diététiques et les marchés de producteurs; les produits biologiques sont de plus en plus vendus dans les supermarchés et les magasins à succursales.

Tandis que la demande des consommateurs et les débouchés augmentent, les producteurs et les consommateurs souhaitent que l'étiquetage des produits biologiques respecte des normes uniformes.

En réponse à cette demande, un règlement fédéral a été adopté récemment pour que les produits alimentaires biologiques vendus entre les provinces et à l'étranger soient conformes à de nouvelles normes nationales.

Les normes sur lesquelles repose le règlement ont été élaborées par l'Office des normes générales du Canada (ONGC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Jusqu'à tout récemment, il incombait aux consommateurs de découvrir ce que « biologique » signifiait en examinant chaque produit. Le règlement sur les produits biologiques protégera les consommateurs contre les fausses allégations de qualité « biologique » et il régira l'utilisation du nouveau logo Biologique Canada sur les produits.

À la demande d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), l'ONGC a mis sur pied le Comité des normes sur l'agriculture biologique, un groupe de 118 experts techniques représentant des intérêts importants, notamment les consommateurs, les producteurs, le bien public et les groupes de pression.

Les nouvelles normes découlent des normes nationales sur les produits biologiques définies en 1999, qui énoncent les principes selon lesquels l'agriculture biologique garantit une production et des pratiques de gestion saines, en vue d'améliorer la qualité et

d'accroître la durabilité de l'environnement et d'assurer le traitement éthique du bétail. Les normes nationales touchent de nombreux sujets, y compris la période de conversion à l'agriculture biologique, les exigences de production liées à une grande variété de plantes cultivées et de bétail ainsi que les normes relatives à l'emballage, à l'étiquetage, à l'entreposage et à la distribution des produits alimentaires biologiques.

Patricia Dolhan, chef d'équipe à la Division des normes de l'ONGC, explique que le fait d'exiger que les producteurs se conforment à des normes nationales sera profitable pour le secteur des produits biologiques. « Les normes nationales uniformes protègent les consommateurs contre l'étiquetage frauduleux et elles permettent de raffermir la confiance envers les produits biologiques canadiens », explique-t-elle. Elles protègent aussi les producteurs contre les allégations non fondées et les déclarations trompeuses à l'égard d'autres produits agricoles dits biologiques. »

La révision et l'uniformisation des normes permettront aussi d'accroître la capacité du secteur des produits biologiques du Canada d'accéder aux

marchés étrangers. Elles ouvriront aussi la porte aux négociations des équivalences avec d'autres pays pour faciliter la circulation des produits biologiques qui doivent traverser des frontières.

Selon Mike Leclair, conseiller principal en développement des marchés pour les produits biologiques à AAC, il s'agit d'un grand pas en avant. Il souligne qu'il est important qu'un mécanisme permette au secteur des produits biologiques de modifier ces normes ultérieurement. « Il s'agit d'un document évolutif. Nous avons besoin de souplesse pour les modifier afin d'y intégrer les résultats des nouvelles recherches et de réagir aux développements internationaux. »

« La révision des normes sur les produits biologiques était un élément essentiel du processus de réglementation, déclare Michel Saumur, gestionnaire national du Bureau de la production biologique du Canada de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Le règlement indique en premier lieu que vous devez être certifié en vertu de ces normes pour vendre votre produit à l'extérieur de la province ou pour utiliser le logo ou la désignation Biologique Canada. »

L'étiquette Biologique Canada – un logo illustrant une feuille d'érable derrière un terrain ondulé – identifiera les produits qui répondent aux normes canadiennes.

Conformément au nouveau règlement, l'ACIA surveillera l'étiquetage des produits biologiques. Selon M. Saumur, l'étiquetage frauduleux des produits biologiques ne constitue pas encore un problème important. « Néanmoins, notre but premier est de protéger le consommateur, particulièrement maintenant, car le secteur des produits biologiques connaît une croissance rapide. Le nouveau règlement et les normes nationales sur lesquelles il repose nous permettront d'y parvenir. »



TPSGC

FA

# Du platine pour le Centre des opérations

Les membres de l'équipe de la Réserve de parc national du Canada des Îles-Gulf, à Sidney (Colombie-Britannique), sont tout sourire ces jours-ci. Et pour cause, leur Centre des opérations vient de recevoir la toute première certification Platine de la norme LEED à être attribuée au Canada. Le Centre se joint ainsi à la poignée d'immeubles à avoir obtenu cette certification dans le monde.

LEED signifie Leadership in Energy and Environmental Design. Il s'agit d'une norme que le Conseil du bâtiment durable du Canada a adoptée pour promouvoir la conception et la construction d'immeubles écologiques. La norme LEED comporte un système de pointage qui permet d'attribuer aux immeubles la certification Argent (de 33 à 38 points), Or (de 39 à 51 points) ou Platine (de 52 à 70 points).

Le Centre des opérations a été doté de systèmes qui utilisent l'océan, l'énergie solaire et la pluie abondante de la région. Par conséquent, il consomme 75 p. 100 moins d'énergie qu'un immeuble ordinaire comparable et il permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 32,3 tonnes par année. Parmi les caractéristiques du Centre, citons des thermopompes géothermiques et un système de chauffage à eau chaude par rayonnement à partir du sol, un réservoir qui recueille les eaux pluviales destinées à alimenter les toilettes à débit d'eau restreint et un système solaire photovoltaïque installé sur le toit qui répond à 20 p. 100 des besoins énergétiques de l'immeuble.

Pour s'assurer de réduire les coûts et l'incidence environnementale à long terme des nouveaux immeubles à bureaux, le gouvernement du Canada a décidé de leur appliquer les normes LEED correspondant au minimum à la certification Or. Le Centre des opérations de Parcs Canada s'est conformé facilement à ces normes et, grâce à l'appui d'une initiative fédérale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les opérations gouvernementales, Parcs Canada a pu financer les améliorations nécessaires à l'obtention de la certification Platine.

« Le Centre des opérations a voulu montrer comment on peut concevoir un immeuble pour l'adapter à son emplacement et à son environnement et, ainsi, de réduire sa dépendance aux sources d'énergie extérieures et les incidences sur l'environnement », indique Ron Hamilton, directeur, Réserve de parc national du Canada des Îles-Gulf.

En sa qualité de gestionnaire de projet, TPSGC a aussi exercé les fonctions de conseiller en environnement. « Dès le départ, nous voulions nous assurer que tous les principaux intervenants, y compris le personnel qui occupera l'immeuble, les architectes, les ingénieurs, les spécialistes en bâtiments et l'entrepreneur en construction, faisaient partie d'un processus de conception et de construction intégré », indique Terry Arnett, le gestionnaire principal de TPSGC chargé du projet. « Il le fallait absolument pour que les normes LEED donnent les résultats escomptés. »

TPSGC a aussi appliqué la méthode de calcul du coût complet sur le cycle de vie, méthode qui facilite particulièrement l'évaluation des avantages à long terme de la conservation de l'énergie et de l'eau ainsi que des projets d'énergies renouvelables. Le projet s'inscrit dans les efforts du Ministère à l'égard du développement durable, à l'instar de la création récente du Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales.

« Nous nous estimons très chanceux que Parcs Canada ait voulu concrétiser sa vision de l'environnement et que TPSGC, par l'apport de son expertise et de son engagement, ait contribué à la réussite de ce projet particulier », explique l'architecte du projet, Ron Kato, de la société d'architectes Larry McFarland Architects Ltd. « Le résultat a dépassé toutes les attentes de l'équipe. »

Bien que l'obtention de la certification Platine soit tout un exploit, le Centre des opérations a mérité un autre honneur. En effet, il a reçu le prix British Columbia Wood Design Award 2006 attribué dans la catégorie des immeubles à haut rendement énergétique, pour sa conception qui permet de réduire la consommation d'énergie, l'utilisation des ressources et la pollution.

FA



TPSGC

**Principale : Les panneaux solaires installés sur le toit du Centre des opérations produisent 20 pour cent de ses besoins énergétiques. Photos de gauche et de droite : Vues du Centre des opérations de l'intérieur et de l'extérieur.**